



Reprise progressive de l'économie belge dont la croissance atteindrait 1,1% en 2014 et 1,5% en 2015

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des Comptes Nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre de l'Économie. Ces perspectives macroéconomiques sont réalisées dans le cadre de la préparation du budget fédéral pour 2015. Au niveau de la politique économique et sociale, ces perspectives ne prennent en compte que les décisions formellement approuvées par les autorités publiques. En l'absence de mesures détaillées, les politiques nouvelles contenues dans les accords des gouvernements régionaux n'ont pas pu être intégrées.

Une reprise économique laborieuse dans la zone euro

La croissance de l'économie mondiale, qui a été relativement faible au cours du premier semestre, devrait s'affermir au cours de la seconde moitié de 2014 ainsi qu'en 2015. Cette reprise est soutenue par l'économie américaine qui afficherait une croissance de 2,2 % en 2014 et de 3,1 % en 2015. En revanche, dans la zone euro, la reprise resterait ténue. Compte tenu d'un premier semestre décevant, la croissance économique ne dépasserait pas 0,8 % en 2014. En 2015, elle s'établirait à 1,3 % tirée par la croissance du commerce mondial et favorisée par la politique monétaire accommodante de la BCE et le renforcement progressif de la demande intérieure. Toutefois, le conflit commercial avec la Russie et plus encore le niveau d'endettement élevé, la pénurie de crédits et le taux de chômage élevé auxquels restent confrontés un certain nombre d'Etats membres continueraient à freiner la dynamique de croissance de la zone euro.

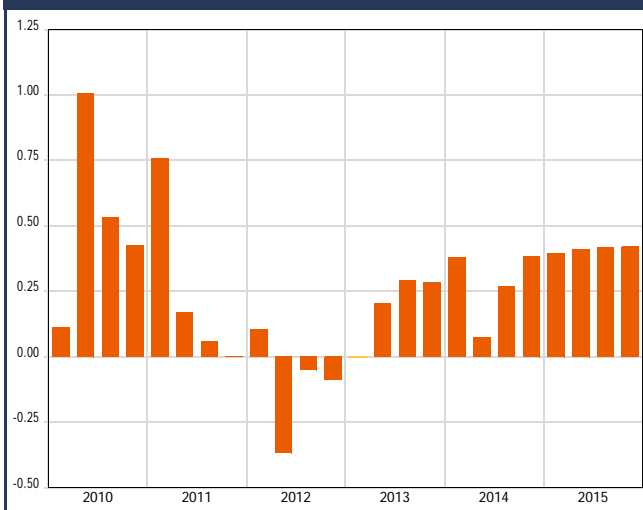
Ce scénario international demeure entouré de nombreuses incertitudes. L'inflation dans la zone euro est actuellement très faible, de sorte qu'un nouveau choc négatif de la demande pourrait déboucher sur une déflation. En outre, une recrudescence de la crise de la dette européenne ou une nouvelle escalade du conflit ukrainien pourraient entraîner une dégradation de la confiance des consommateurs et des producteurs. Enfin, une normalisation trop rapide de la politique monétaire américaine pourrait provoquer une hausse mondiale des taux à long terme.

Les exportations nettes et la demande intérieure contribuent positivement à la croissance du PIB belge

Après s'être contracté durant plusieurs trimestres, le PIB belge a renoué avec la croissance au second trimestre de 2013. Cette croissance s'est progressivement renforcée pour atteindre 0,4 % au premier trimestre de 2014, grâce à la contribution positive des

exportations nettes et de la demande intérieure. La croissance a ensuite marqué le pas au deuxième trimestre (0,1 %) en raison notamment d'un repli temporaire de l'activité dans le secteur de la construction, lequel avait affiché des performances exceptionnelles au cours du premier trimestre compte tenu de la clémence de l'hiver. A partir du second semestre de cette année, la croissance du PIB belge devrait graduellement se renforcer sous l'effet de la timide embellie conjoncturelle en Europe et d'une progression de la demande intérieure. Sur base annuelle, la croissance s'établirait à 1,1 % en 2014 et à 1,5 % en 2015.

Evolution trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



Les exportations belges progresseraient de 2,3 % en 2014 et de 3,2 % en 2015 grâce à l'amélioration progressive de la conjoncture internationale; ce rythme serait toutefois inférieur à l'expansion des débouchés extérieurs. Au cours des deux années, les exportations nettes contribueraient positivement à la croissance économique (de 0,3 point de pourcentage chaque année) et permettraient au déficit de la balance extérieure courante (concept balance de paiements) de se réduire.

Compte tenu de l'amélioration progressive de la situation sur le marché du travail, le taux d'épargne des ménages devrait légèrement reculer par rapport à l'année passée. Par conséquent, la consommation privée augmenterait de 1,2 % tant en 2014 qu'en 2015, soit à un rythme très légèrement supérieur à celui du revenu disponible réel. La progression du pouvoir d'achat et la faiblesse des taux hypothécaires contribuent à soutenir la reprise (modeste) dans la construction résidentielle, laquelle s'était amorcée au second semestre de l'année dernière. Après s'être repliés durant plusieurs années, les investissements des ménages afficheraient une croissance de 0,8 % en 2014 et de 1,4 % en 2015.

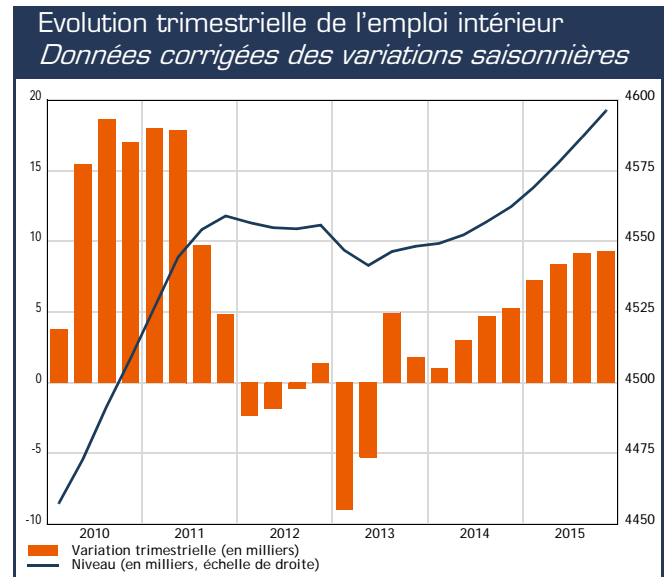
En ce qui concerne les investissements des entreprises, ils devraient, après un léger recul en 2013, repartir à la hausse en 2014 et 2015 parallèlement à la progression des débouchés intérieurs et extérieurs. Ils sont également soutenus par la hausse de la rentabilité, l'assouplissement récent des conditions de crédit et les besoins en investissements d'expansion (le taux d'utilisation des capacités de production industrielle se situe, depuis le début de cette année, juste au-dessus de sa moyenne de long terme). Notons que la croissance des investissements en 2014 et 2015 (respectivement 5,4 % et 1,5 %) est biaisée par un achat important (à l'étranger) de bateaux par une entreprise maritime en 2014. Abstraction faite de cet achat qui fait progresser les importations dans la même mesure et qui, par conséquent, n'a pas d'impact sur le PIB, les investissements des entreprises augmentent de respectivement 3,7 % et 3 %.

Compte tenu de l'ensemble des mesures décidées, la croissance en volume de la consommation publique devrait s'établir à 1,2 % en 2014 et à 0,7 % en 2015. Le rythme de croissance des investissements publics dépend en grande partie des travaux d'infrastructure entrepris par les pouvoirs locaux. Après avoir baissé de près de 11 % au total au cours de la période 2013-2014, les investissements publics devraient quelque peu se redresser et croître en volume de 3,7 % en 2015.

Une légère baisse du chômage en 2015

En 2013, l'emploi intérieur a baissé de 9 700 unités en moyenne annuelle. La croissance économique plus forte en 2014 et 2015 devrait déboucher sur une hausse du nombre de créations nettes d'emplois limitée à 9 400 unités (0,2 %) en 2014 et à 27 400 unités (0,6 %) en 2015, en raison du mouvement de rattrapage amorcé par la productivité et la durée du travail. Celles-ci avaient en effet baissé durant la période de faible conjoncture, freinant ainsi les pertes d'emplois. Compte tenu de l'évolution de la population active, le nombre

de chômeurs (y compris les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi) augmenterait encore de 2 400 unités cette année mais diminuerait de 8 300 unités l'an prochain. Le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat) passerait de 8,5 % en 2014 à 8,3 % en 2015.



L'inflation reste faible

L'inflation belge, mesurée sur la base de l'indice national des prix à la consommation (INPC), a baissé à 1,1 % en 2013 et tomberait à 0,6 % en 2014, dans un contexte de repli des prix de l'énergie. Cette baisse résulterait à la fois du recul des cotations sur les marchés internationaux et de la concurrence accrue sur le marché intérieur du gaz naturel et de l'électricité. En outre, la TVA sur l'électricité à usage domestique a été abaissée en avril 2014. En 2015, l'inflation sous-jacente se stabiliserait en moyenne annuelle, alors que le prix des produits pétroliers exprimé en euros augmenterait légèrement suite à la dépréciation de la monnaie européenne. Par conséquent, l'INPC progresserait de 1,3 % en 2015.

La croissance de l'indice santé, qui n'est pas influencé par l'évolution du prix des boissons alcoolisées, du tabac, de l'essence et du diesel, atteindrait également 0,6 % en 2014 et 1,3 % en 2015. Par conséquent, l'indice pivot pour les allocations sociales et les salaires dans la fonction publique (101,02) serait dépassé en février 2015.

Pour plus d'informations:
Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge***Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires***

	2012	2013	2014	2015
Dépenses de consommation finale des particuliers	-0.3	0.8	1.2	1.2
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	1.4	0.6	1.2	0.7
Formation brute de capital fixe	-2.0	-1.5	3.3	1.7
Dépenses nationales totales	-0.6	-0.3	0.8	1.2
Exportations de biens et services	1.8	1.9	2.3	3.2
Importations de biens et services	1.3	1.3	2.0	2.9
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.4	0.5	0.3	0.3
Produit intérieur brut	-0.1	0.2	1.1	1.5
Indice national des prix à la consommation	2.8	1.1	0.6	1.3
Indice santé	2.6	1.2	0.6	1.3
Revenu disponible réel des particuliers	1.2	0.7	1.1	1.2
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	15.2	15.1	14.9	14.8
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	9.4	-9.7	9.4	27.4
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	7.6	8.4	8.5	8.3
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	-1.9	-1.9	-1.4	-1.2
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	128.6	132.8	134.2	130.1
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	0.6	0.2	0.2	0.1
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	3.0	2.4	1.8	1.5